



Assemblée générale

Distr. limitée
11 octobre 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session

Point 98 i) de l'ordre du jour

Désarmement général et complet : suite donnée à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires

Algérie, Autriche, Brunéi Darussalam, Chili, Cuba, Égypte, Équateur, Érythrée, Ghana, Guatemala, Iran (République islamique d'), Iraq, Kiribati, Liban, Malaisie, Mauritanie, Mexique, Myanmar, Népal, Nigéria, Philippines, Sri Lanka, Uruguay et Venezuela (République bolivarienne du) : projet de résolution

Suite donnée à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions [49/75 K](#) du 15 décembre 1994, [51/45 M](#) du 10 décembre 1996, [52/38 O](#) du 9 décembre 1997, [53/77 W](#) du 4 décembre 1998, [54/54 Q](#) du 1^{er} décembre 1999, [55/33 X](#) du 20 novembre 2000, [56/24 S](#) du 29 novembre 2001, [57/85](#) du 22 novembre 2002, [58/46](#) du 8 décembre 2003, [59/83](#) du 3 décembre 2004, [60/76](#) du 8 décembre 2005, [61/83](#) du 6 décembre 2006, [62/39](#) du 5 décembre 2007, [63/49](#) du 2 décembre 2008, [64/55](#) du 2 décembre 2009, [65/76](#) du 8 décembre 2010, [66/46](#) du 2 décembre 2011, [67/33](#) du 3 décembre 2012, [68/42](#) du 5 décembre 2013, [69/43](#) du 2 décembre 2014, [70/56](#) du 7 décembre 2015, [71/58](#) du 5 décembre 2016, [72/58](#) du 4 décembre 2017, [73/64](#) du 5 décembre 2018, [74/59](#) du 12 décembre 2019, [75/66](#) du 7 décembre 2020, [76/53](#) du 6 décembre 2021, [77/57](#) du 7 décembre 2022 et [78/33](#) du 4 décembre 2023,

Convaincue que la persistance des armes nucléaires fait planer une menace sur l'humanité et sur toutes les formes de vie sur terre, et considérant que la seule protection contre une catastrophe nucléaire est l'élimination complète des armes nucléaires et la certitude qu'il n'en sera plus jamais fabriqué,

Réaffirmant l'engagement pris par la communauté internationale d'atteindre l'objectif d'un monde exempt d'armes nucléaires grâce à l'élimination totale des armes nucléaires,



Consciente des obligations solennelles incombant aux États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires¹, en particulier celles découlant de l'article VI du Traité, qui imposent de poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces concernant la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et le désarmement nucléaire,

Rappelant les principes et les objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires adoptés par la Conférence de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation², l'engagement sans équivoque pris par les États dotés d'armes nucléaires, à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2000³, de mener à bien l'élimination totale de leurs arsenaux nucléaires aux fins du désarmement nucléaire, et les mesures concrètes convenues par la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010 dans les conclusions et les recommandations concernant les mesures de suivi en matière de désarmement nucléaire⁴,

Inquiète que ni la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015 ni la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2020 ne soient parvenues à un consensus sur un document final portant sur les questions de fond,

Gravement préoccupée par les conséquences humanitaires catastrophiques qu'aurait l'emploi d'armes nucléaires et, à cet égard, rappelant que tous les États doivent toujours se conformer au droit international applicable, notamment au droit international humanitaire,

Demandant à tous les États dotés d'armes nucléaires de prendre des mesures concrètes de désarmement et soulignant que tous les États doivent faire des efforts particuliers pour parvenir à un monde exempt d'armes nucléaires et faire en sorte qu'il le demeure,

Rappelant la proposition en cinq points sur le désarmement nucléaire faite par le Secrétaire général en 2008, dans laquelle il a proposé notamment d'envisager de négocier une convention relative aux armes nucléaires ou un accord sur un cadre d'instruments distincts se renforçant mutuellement, appuyés par un solide système de vérification,

Prenant acte des efforts qui continuent d'être faits en vue de parvenir au désarmement nucléaire, y compris dans le cadre du programme de désarmement du Secrétaire général, *Assurer notre avenir commun : un programme de désarmement*,

Rappelant qu'elle a adopté le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires par sa résolution 50/245 du 10 septembre 1996, et se félicitant de l'augmentation du nombre des États qui ont signé et ratifié le Traité,

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 729, n° 10485.

² *Conférence de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation, Document final, Partie I [NPT/CONF.1995/32 (Part I)]*, annexe, décision 2.

³ Voir *Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2000, Document final*, vol. I (NPT/CONF.2000/28 (Parts I and II) et NPT/CONF.2000/28 (Parts I and II)/Corr.1), première partie, section intitulée « Article VI, huitième à douzième alinéas du préambule », par. 15.

⁴ Voir *Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010, Document final*, vol. I [NPT/CONF.2010/50 (Vol. I)], première partie.

Constatant avec satisfaction que le Traité sur l'Antarctique⁵, les Traités de Tlatelolco⁶, Rarotonga⁷, Bangkok⁸ et Pelindaba⁹ et le Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale¹⁰, ainsi que le statut d'État exempt d'armes nucléaires de la Mongolie, libèrent progressivement de la présence d'armes nucléaires tout l'hémisphère Sud et les zones adjacentes visées par ces traités,

Constatant qu'il est nécessaire d'adopter un instrument juridiquement contraignant et négocié sur le plan multilatéral pour garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre la menace ou l'emploi de ces armes en attendant leur élimination totale,

Réaffirmant le rôle central de la Conférence du désarmement, qui est la seule instance multilatérale de négociation sur le désarmement,

Soulignant qu'il importe que la Conférence du désarmement entame des négociations sur un programme échelonné d'élimination complète des armes nucléaires assorti d'un calendrier précis,

Soulignant également que les États dotés d'armes nucléaires doivent de toute urgence réaliser plus vite des progrès effectifs sur les 13 mesures concrètes visant à appliquer l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en vue du désarmement nucléaire, qui sont exposées dans le Document final de la Conférence d'examen de 2000,

Rappelant le Modèle de convention relative aux armes nucléaires que le Costa Rica et la Malaisie ont soumis en 2007 au Secrétaire général, qui l'a fait distribuer¹¹,

Rappelant également l'adoption, le 7 juillet 2017, du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires¹² et se félicitant de son entrée en vigueur, le 22 janvier 2021, et l'organisation réussie des première et deuxième Réunions des États parties au Traité, tenues en 2022 et 2023, respectivement, qui contribuent à l'objectif visant à élaborer un instrument juridiquement contraignant sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, de l'essai, du déploiement, du stockage, de la menace ou de l'emploi des armes nucléaires et sur leur destruction sous un contrôle international efficace,

Rappelant en outre l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires, en date du 8 juillet 1996¹³,

1. *Souligne de nouveau* la conclusion unanime de la Cour internationale de Justice selon laquelle il existe une obligation de poursuivre de bonne foi et de mener à terme des négociations conduisant au désarmement nucléaire sous tous ses aspects, assorti d'un contrôle international strict et efficace ;

2. *Demande de nouveau* à tous les États d'engager immédiatement des négociations multilatérales afin de parvenir sans tarder au désarmement nucléaire dans tous ses aspects, sous un contrôle international strict et efficace, y compris dans le cadre du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires ;

⁵ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 402, n° 5778.

⁶ Ibid., vol. 634, n° 9068.

⁷ *Annuaire des Nations Unies sur le désarmement*, vol. 10 : 1985 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.86.IX.7), appendice VII.

⁸ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1981, n° 33873.

⁹ [A/50/426](#), annexe.

¹⁰ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2970, n° 51633.

¹¹ [A/62/650](#), annexe.

¹² [A/CONF.229/2017/8](#).

¹³ [A/51/218](#), annexe.

3. *Prie* tous les États de tenir le Secrétaire général informé des efforts qu'ils font et des mesures qu'ils prennent en application de la présente résolution et aux fins du désarmement nucléaire, et prie le Secrétaire général de lui communiquer ces informations à sa quatre-vingtième session ;

4. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quatre-vingtième session, au titre de la question intitulée « Désarmement général et complet », la question subsidiaire intitulée « Suite donnée à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires ».
